



Projet de loi n°6100 concernant le budget des recettes
et des dépenses de l'État pour l'exercice 2010

Un attentisme dangereux face à une situation alarmante

Conférence de Presse du 16 novembre 2009



Introduction

1. Projet de loi budgétaire 2010: un dérapage au niveau des dépenses courantes et un immobilisme dangereux
2. Incertitudes quant à l'avenir de la place financière
3. Baisse conjoncturelle des recettes fiscales; recul structurel imminent ?
4. Progression non freinée des dépenses non liées à la politique anti-cyclique
5. Hausse de l'endettement, ainsi que de la charge d'intérêts afférente
6. Non respect du Programme de stabilité et de croissance: pas d'option pour le Luxembourg!



De l'État central ...

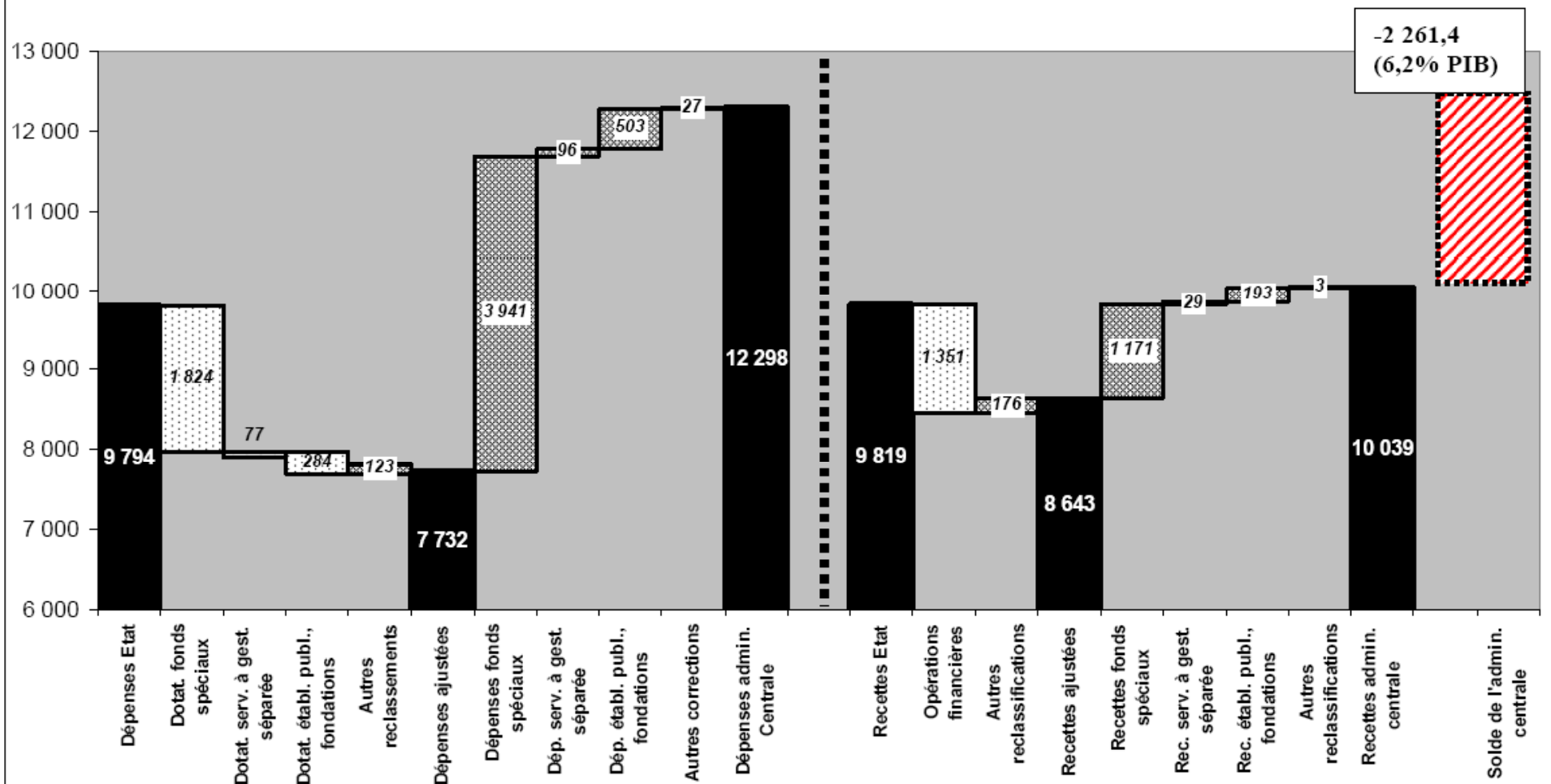
	Compte 2008	Budget 2009	Projet 2010	Variation en %
Budget courant				
Recettes.....	9 100,1	9 188,7	8 398,7	-8,60%
Dépenses.....	8 112,0	8 327,1	8 850,9	+6,92%
Excédents.....	+988,1	+861,6	-452,2	-
Budget en capital				
Recettes.....	98,9	88,2	70,1	-
Dépenses.....	3 284,4	937,6	942,9	+0,56%
Excédents.....	-3.185,5	-849,4	-872,8	-
Budget total				
Recettes.....	9.199,0	9 276,9	8 468,8	-8,71%
Dépenses.....	11 396,4	9 264,8	9 793,8	+5,71%
Excédents.....	-2.197,4	+12,2	-1 325,0	-

Source: Projet de loi budgétaire



... à l'Administration centrale ...

De l'Etat central à l'Administration centrale





... et à l'Administration publique: les déficits se creusent

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Administration publique.	-1,2%	0,0%	+1,4%	+3,8%	+2,6%	-2,3%	-4,4%
dont:							
Administration centrale. . .	-2,6%	-1,2%	-0,7%	+1,0%	-0,2%	-4,2%	-6,2%
Administrations locales. . .	-0,1%	-0,3%	+0,2%	+0,4%	+0,0%	-0,1%	-0,2%
Sécurité sociale.	+1,5%	+1,5%	+1,8%	+2,4%	+2,9%	+2,0%	+2,0%

Notes: en % du PIB

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Administration publique.	-332,8	6,0	460,0	1.378,7	965,2	-824,9	-1.594,4
dont:							
Administration centrale. . .	-713,9	-359,7	-222,1	352,3	-89,8	-1.492,5	-2.261,4
Administrations locales. . .	-24,8	-88,2	74,6	145,8	-4,9	-52,8	-75,0
Sécurité sociale.	405,9	453,9	607,6	880,6	1.059,8	720,3	742,0



Projet de budget: Les réponses fournies...

- Poursuite de la politique conjoncturelle anticyclique à travers le Plan de conjoncture du Gouvernement (665 mio EUR)
- Un niveau élevé d'investissements public affiché (investissements directs et indirectes: 1,88 mia EUR)



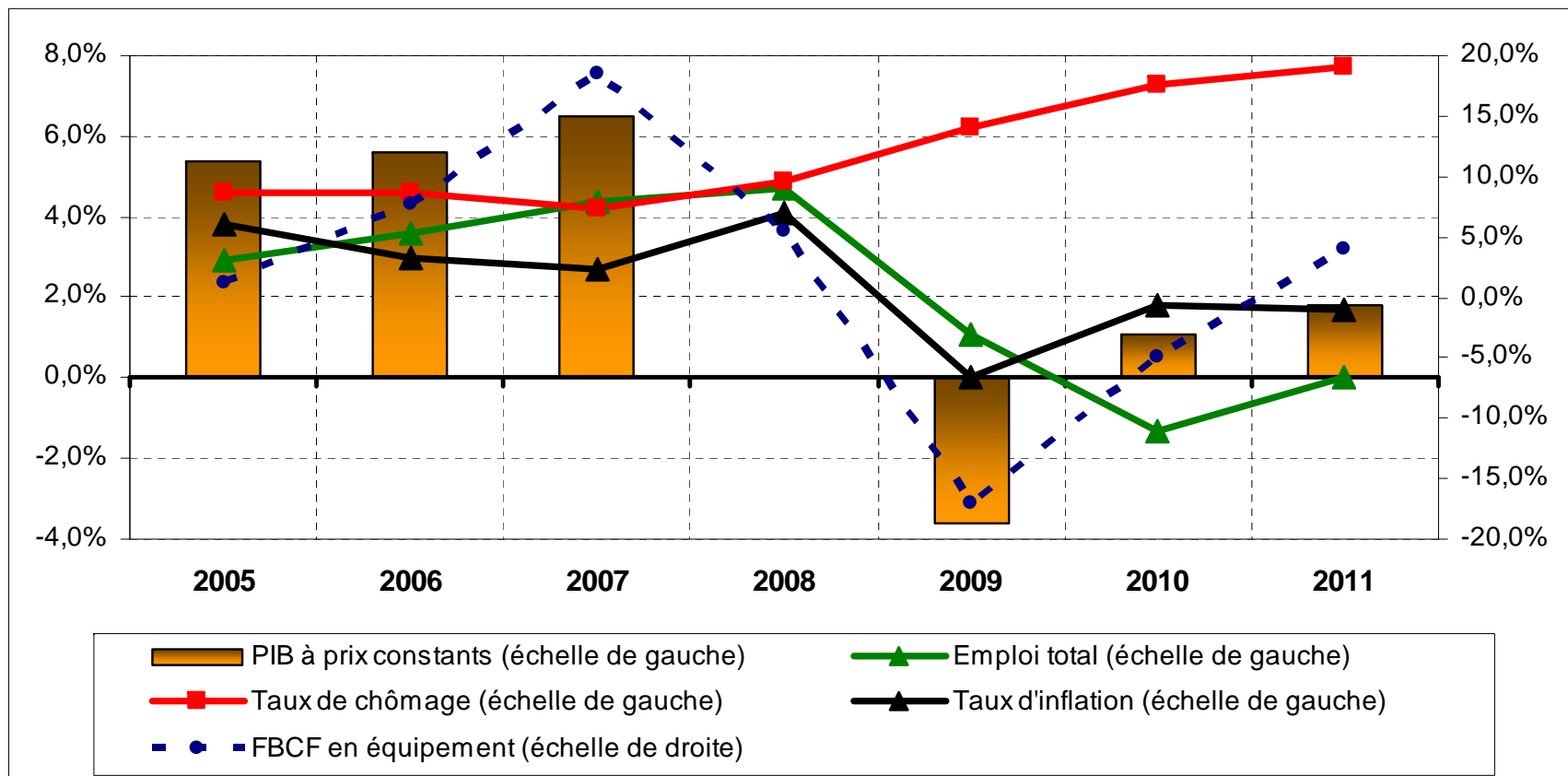
... face aux questions posées

- Quel scénario de sortie de crise?
- Quel modèle de croissance à l'avenir?
- Quel mode de consolidation des finances publiques?
- Quelle réponse face à la chute de compétitivité?
- Comment freiner les dépenses courantes et comment diversifier les recettes fiscales?
- Comment transformer l'arrosoir social en outil au service de la cohésion sociale?
- Comment répondre aux défis intergénérationnels et comment pérenniser le système de sécurité sociale?



Une conjoncture toujours morose

Une reprise très molle va renforcer les problèmes structurels

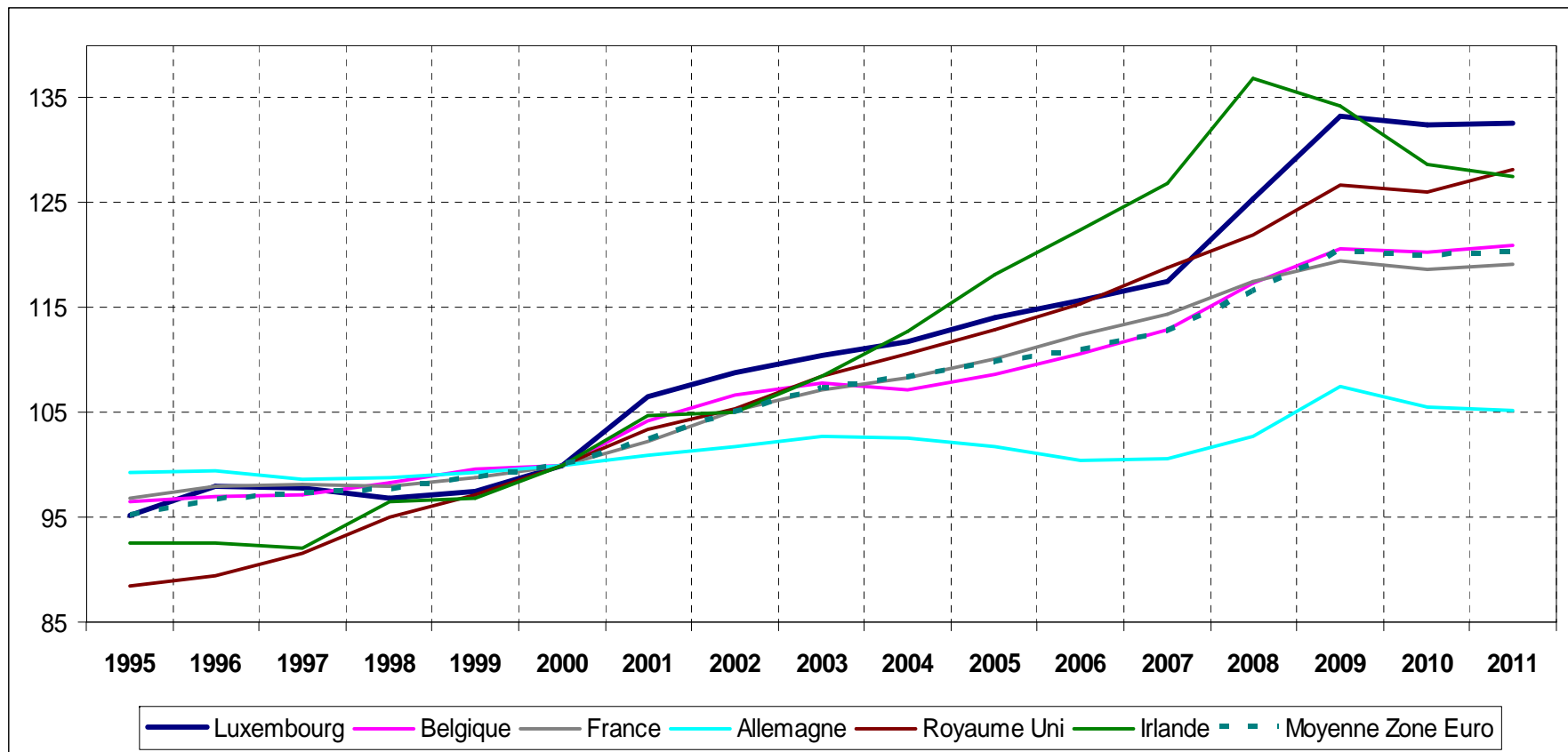


Source: Commission européenne



Des faiblesses structurelles connues (1/3)

Première place cc. le niveau relatif du coût salarial unitaire

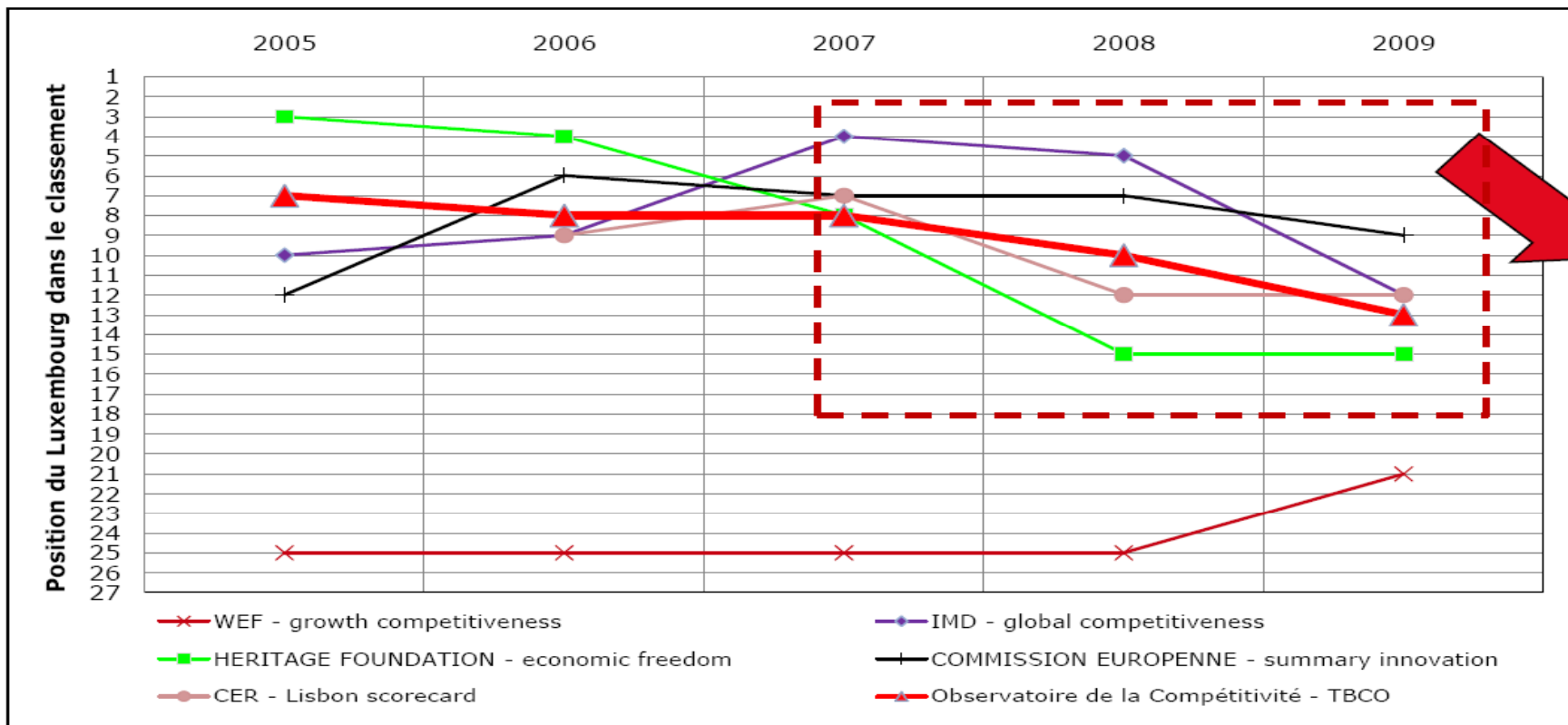


Source: Commission européenne



Des faiblesses structurelles connues (2/3)

Une attractivité en berne



Source: Observatoire de la Compétitivité



Des faiblesses structurelles connues (3/3)

Un tableau de bord dans le rouge

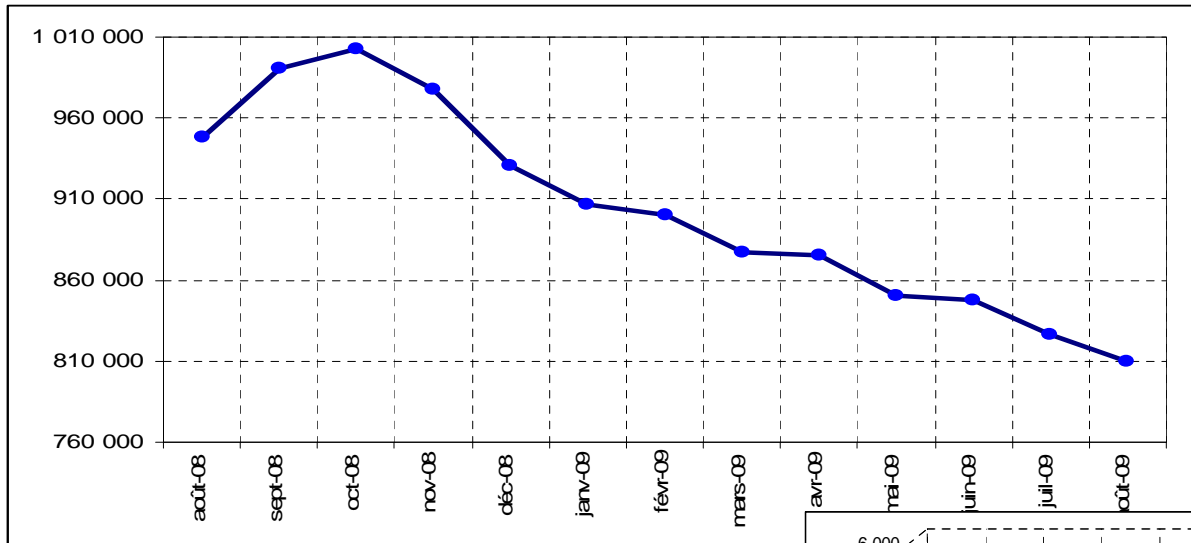
	A: Perf. macro- économiques	B: Emploi	C: Producti- vité, coût trav.	D: Fonct. marchés	E: Cadre institut.	F: Entrepre- neurariat	G: Education, formation	H: Eco. connaiss.	I: Cohésion sociale	J: Environ- nement
LU	1	19	24	13	6	18	24	10	9	22
1 ^{er}	LU	NL	CZ	EE	EE	GR	SE	FI	BE	SE
DE	14	7	12	21	13	21	9	4	15	15
BE	19	22	7	15	27	25	15	7	1	18
FR	16	18	4	7	16	17	18	9	7	17

Source: Commission européenne



De nouveaux problèmes et risques...

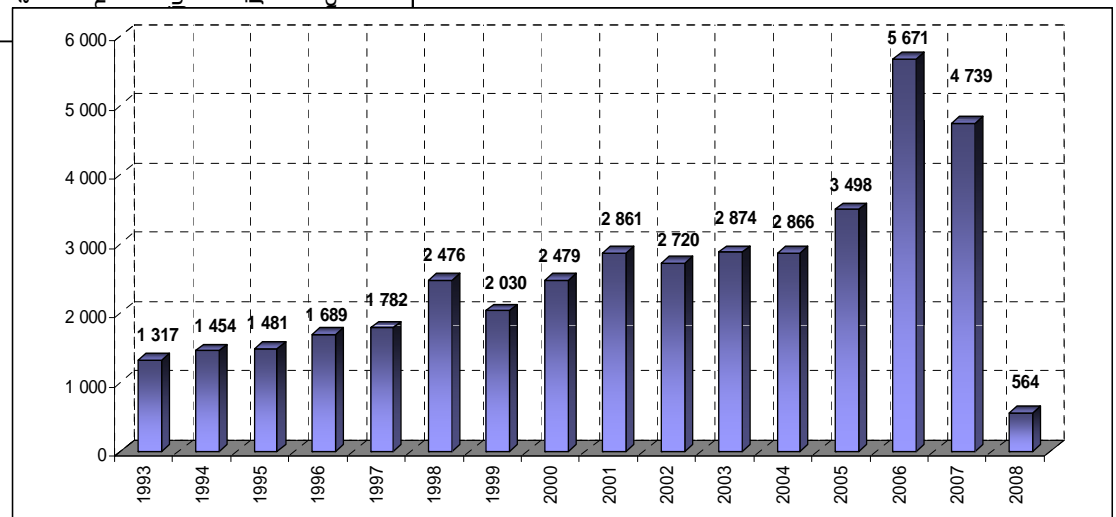
Le secteur financier mis à mal



Bilans des
banques



Résultat net
des banques



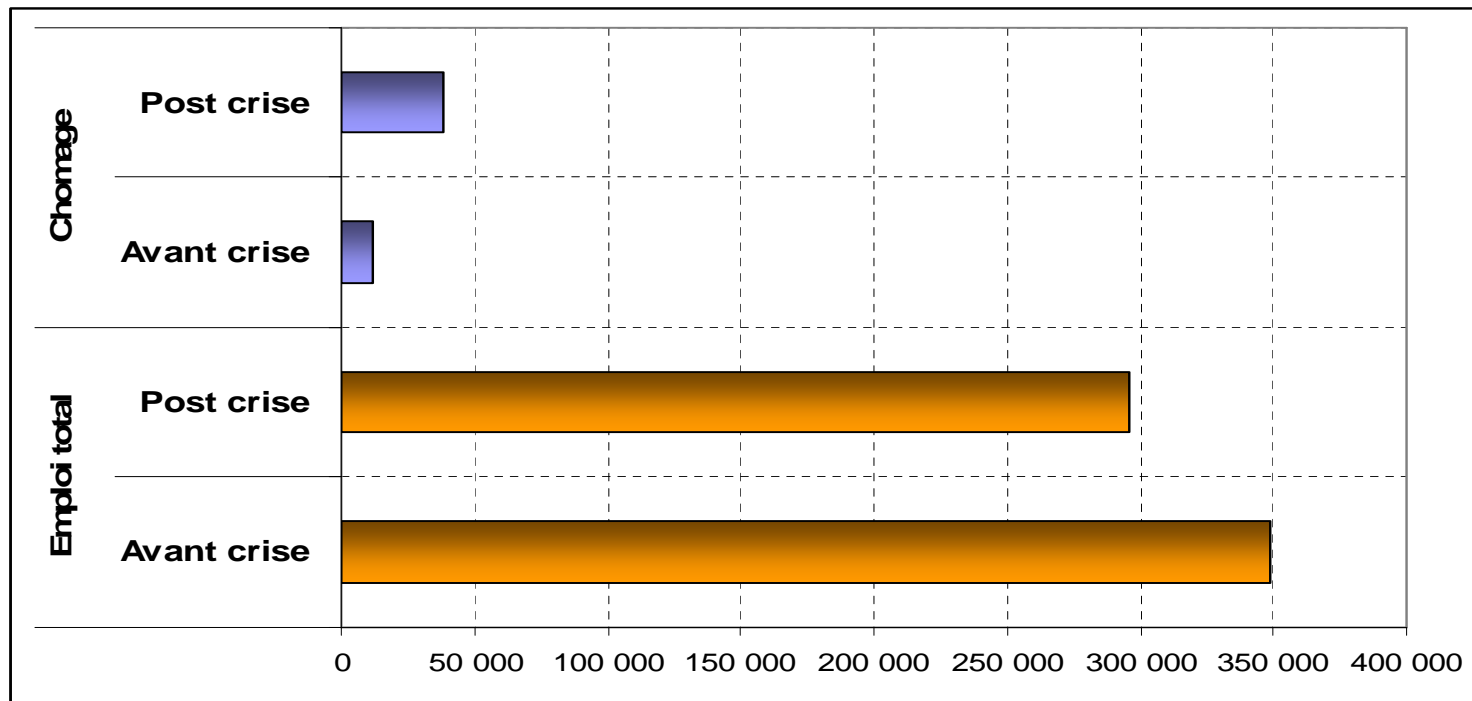


Et si...?

« *Worst Case* » théorique ...ou le vrai apport de la place financière au sommet de sa forme

Baisse du poids relatif du secteur financier au niveau de la Belgique

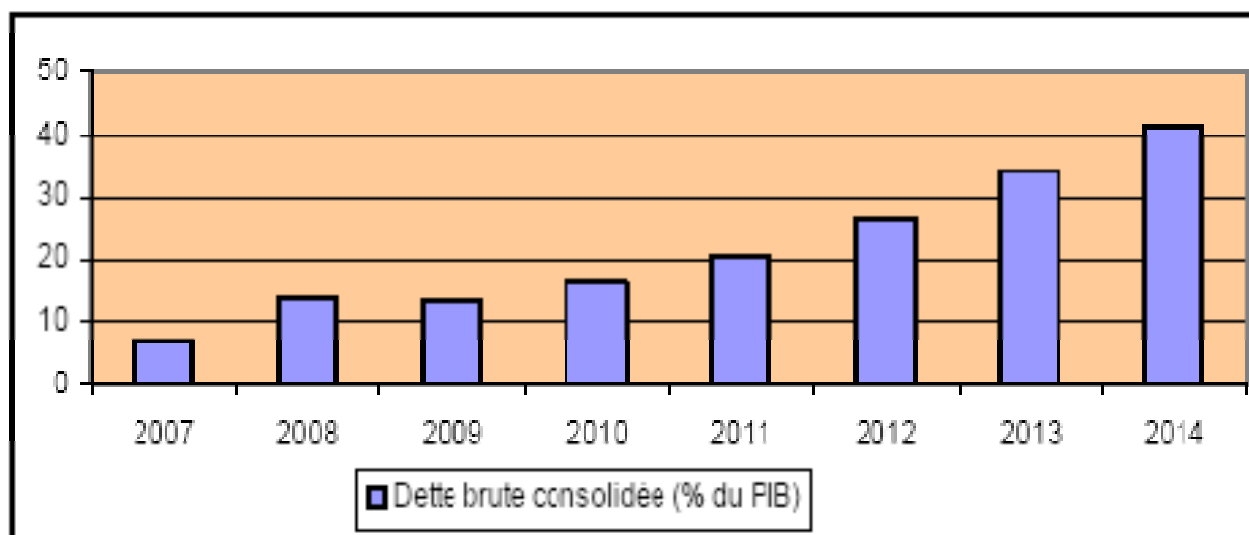
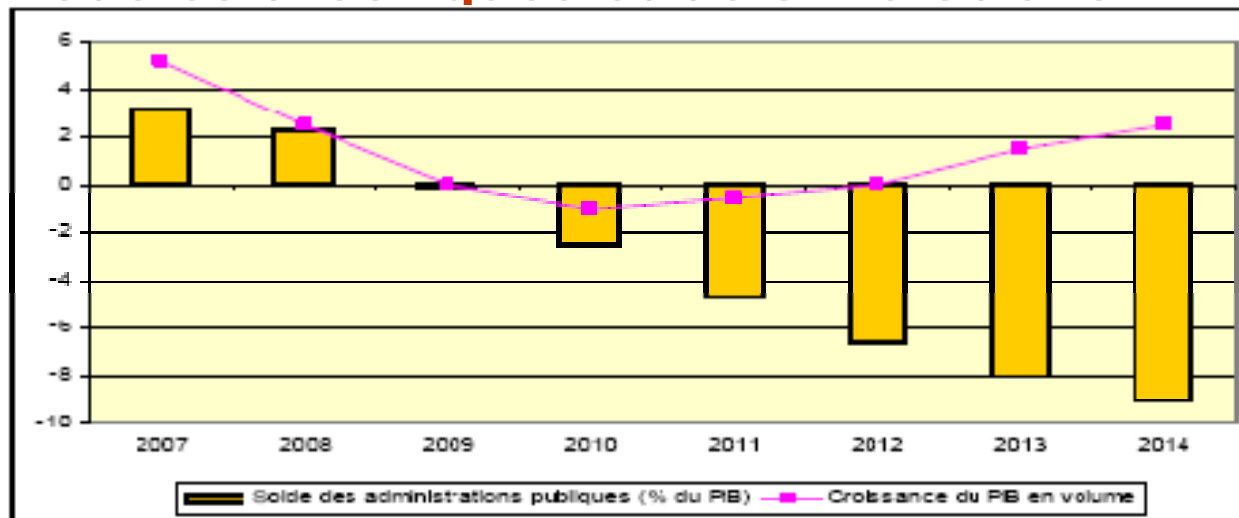
⇒ PIB lux. chute de 33,7%, recettes fiscales chutent de 25,3%, emploi total chute de 15,2%, taux de chômage augmente à 16,9%



Sources:
CODEPLAFI,
STATEC,
calculs CdC



Utilité de modèles théoriques et de simulations « what if ...? »



Cf. scénario à l'irlandaise au Grand-Duché (avis budgétaire de l'année passée)



Des recettes fiscales moroses...

La crise ronge les moyens d'actions de l'État

	Budget définitif 2009	Projet de budget 2010	Variation en %
Impôt sur le revenu des collectivités	1.420,0	1.200,0	-15,5%
Impôt retenu sur les traitements et salaires	1.955,0	2.055,0	+5,1%
Taxe sur la valeur ajoutée nette	2.216,5	1.900,4	-14,3%
Taxe d'abonnement sur les titres de sociétés	650,0	550,0	-15,4%
Total des recettes budgétaires	9.276,9	8.468,8	-8,7%

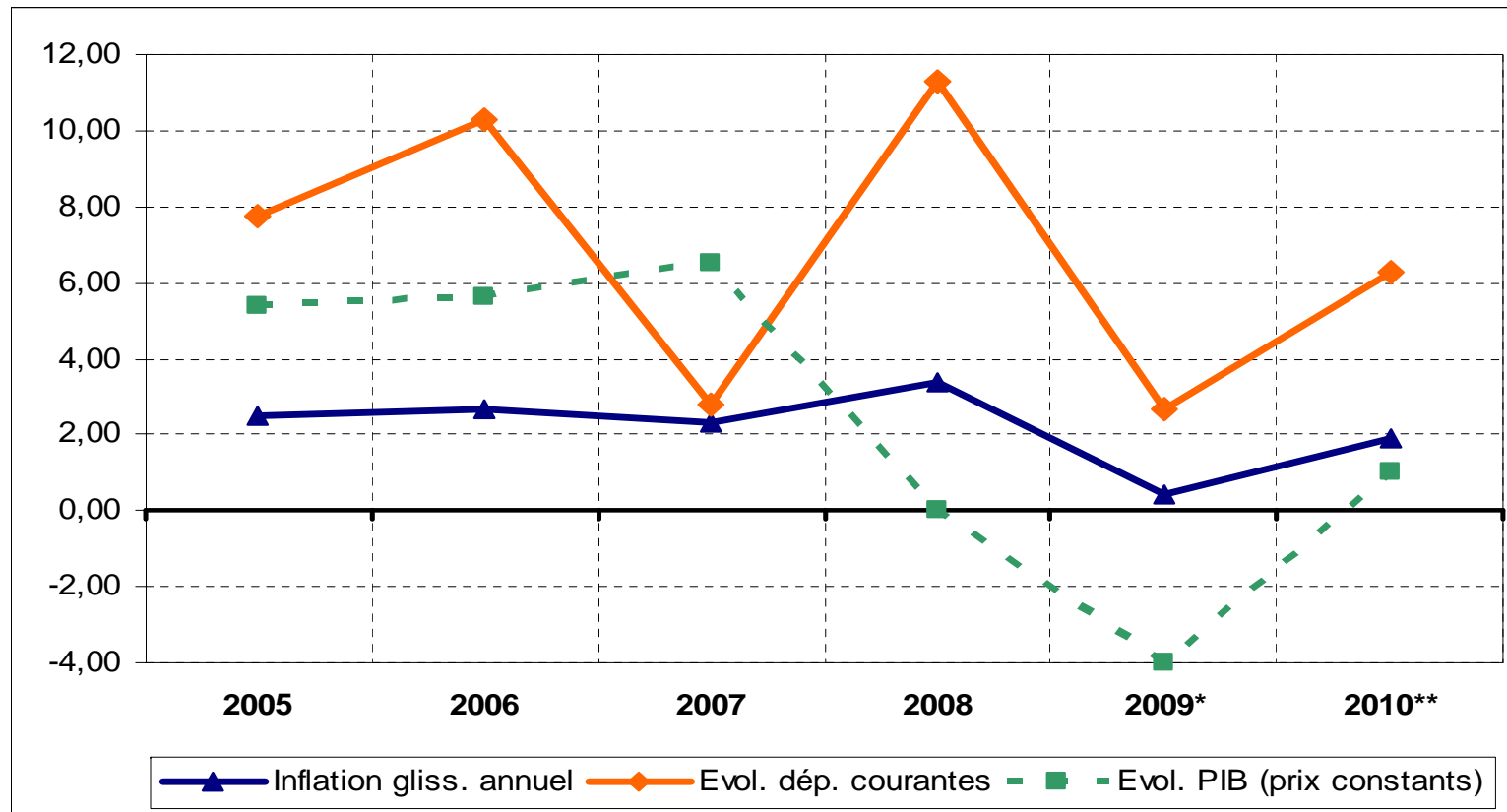
Note: Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions d'euros.

Source: Projet de loi budgétaire



... face à des dépenses plantureuses

Rigidité à la baisse confirmée pour les dépenses



Source: Projet de loi budgétaire, calculs CC



Un effet ciseaux marqué

Absence de maîtrise des dépenses de consommation

<i>Variation en millions EUR</i>	2008 / 2007	2009 / 2008	2010 / 2009	2010 / 2008	2010 / 2007
Dépenses non-ventilées	1,25	3,34	-2,21	1,13	2,38
Salaires, charges sociales	66,40	133,23	219,36	352,59	418,98
Biens et services non-durables	18,45	20,83	16,66	37,50	55,95
Réparations, entretien	0,28	1,23	0,50	1,73	2,00
Dépenses de consommation	86,37	158,63	234,31	392,94	479,31

<i>Variation en %</i>	2008 / 2007	2009 / 2008	2010 / 2009	2010 / 2008	2010 / 2007
Dépenses non-ventilées	3,16	8,21	-5,02	2,78	6,03
Salaires, charges sociales	4,52	8,68	13,16	22,98	28,54
Biens et services non-durables	5,54	5,93	4,48	10,68	16,81
Réparations, entretien	1,37	6,04	2,30	8,48	9,96
Dépenses de consommation	4,64	8,15	11,13	20,19	25,77

Source: Projet de loi budgétaire, calculs CC



Les fonds d'investissements: dépenses en baisse et taux de réalisation faible

Source:	Projet 2006	Projet 2007	Projet 2008	Projet 2009	Projet 2010
<i>Dépenses initialement prévues au budget</i>	2006	2007	2008	2009	2010
Fonds pour les monuments historiques	11,90	21,91	11,41	18,74	25,83
Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux	24,93	32,12	19,11	19,18	16,76
Fonds d'investissements publics administratifs	115,17	106,60	87,59	113,49	133,95
Fonds d'investissements publics scolaires	99,97	121,11	75,17	76,39	77,47
Fonds des routes	137,46	130,45	129,86	135,17	140,84
Fonds du rail	286,05	309,14	373,09	390,22	326,85
Fonds pour les investissements socio-familiaux	115,88	90,57	100,00	100,00	85,00
Total général	791,36	811,90	796,24	853,19	806,70
Variation en %	-	2,60	-1,93	7,15	-5,45

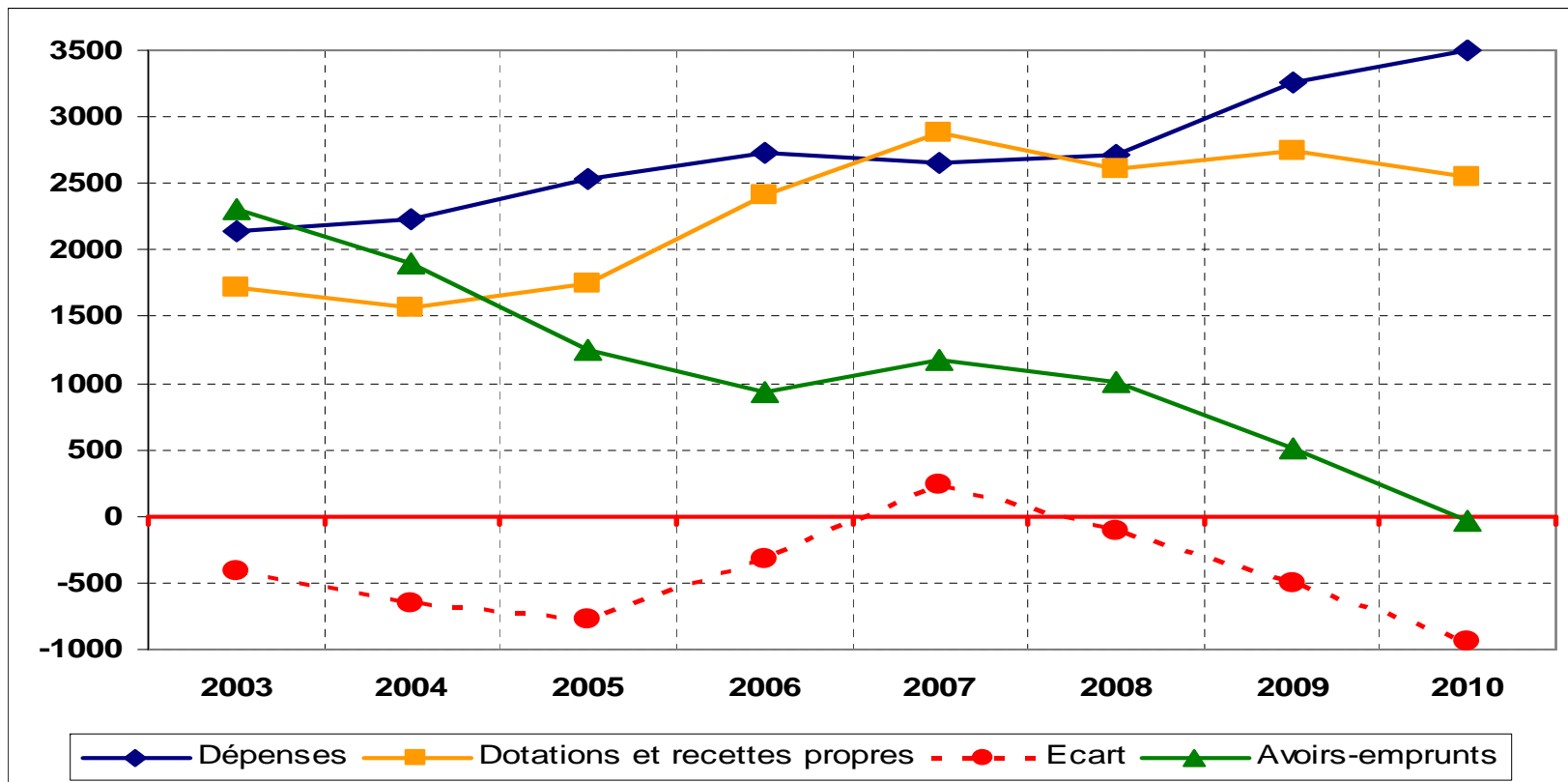
Taux de réalisation en % (dép. actées : dép. prévues)			
2006	2007	2008	2009 (indicatif)
118,2%	70,3%	81,2%	122,7%
58,0%	56,0%	74,1%	78,6%
56,6%	74,2%	85,7%	69,4%
65,9%	59,9%	148,8%	107,5%
100,4%	84,6%	63,9%	80,7%
145,5%	88,5%	73,8%	83,1%
75,5%	91,3%	72,6%	80,0%
101,3%	80,3%	80,5%	83,5%

Source: Projets de loi budgétaire, calculs CC



Les fonds permettent de mener une politique d'investissement anticyclique...

... mais les avoirs tendent vers zéro



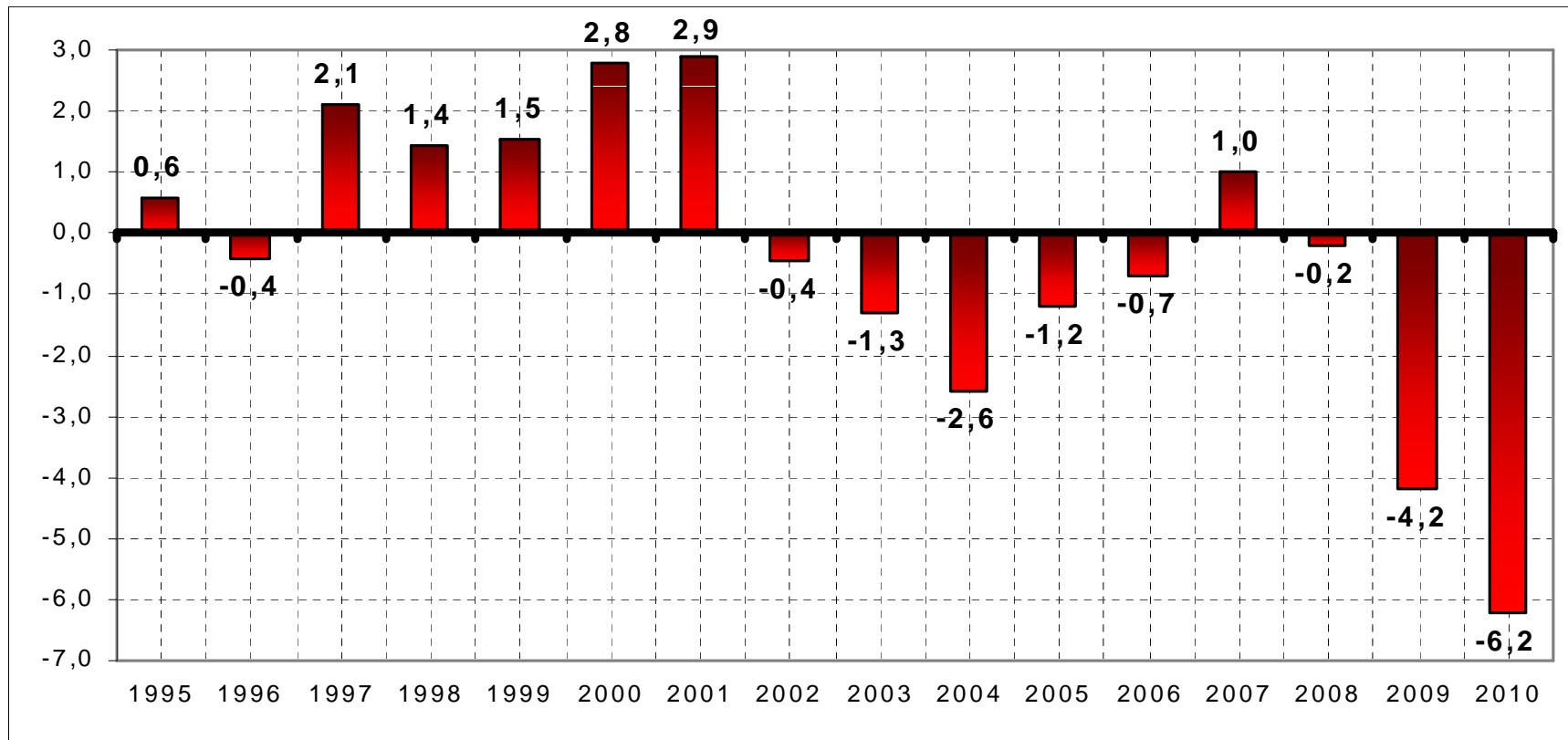
recettes hors emprunts

Source: Projets de loi budgétaire, calculs CC



L'Administration centrale

Après 2001, un seul budget a été en surplus

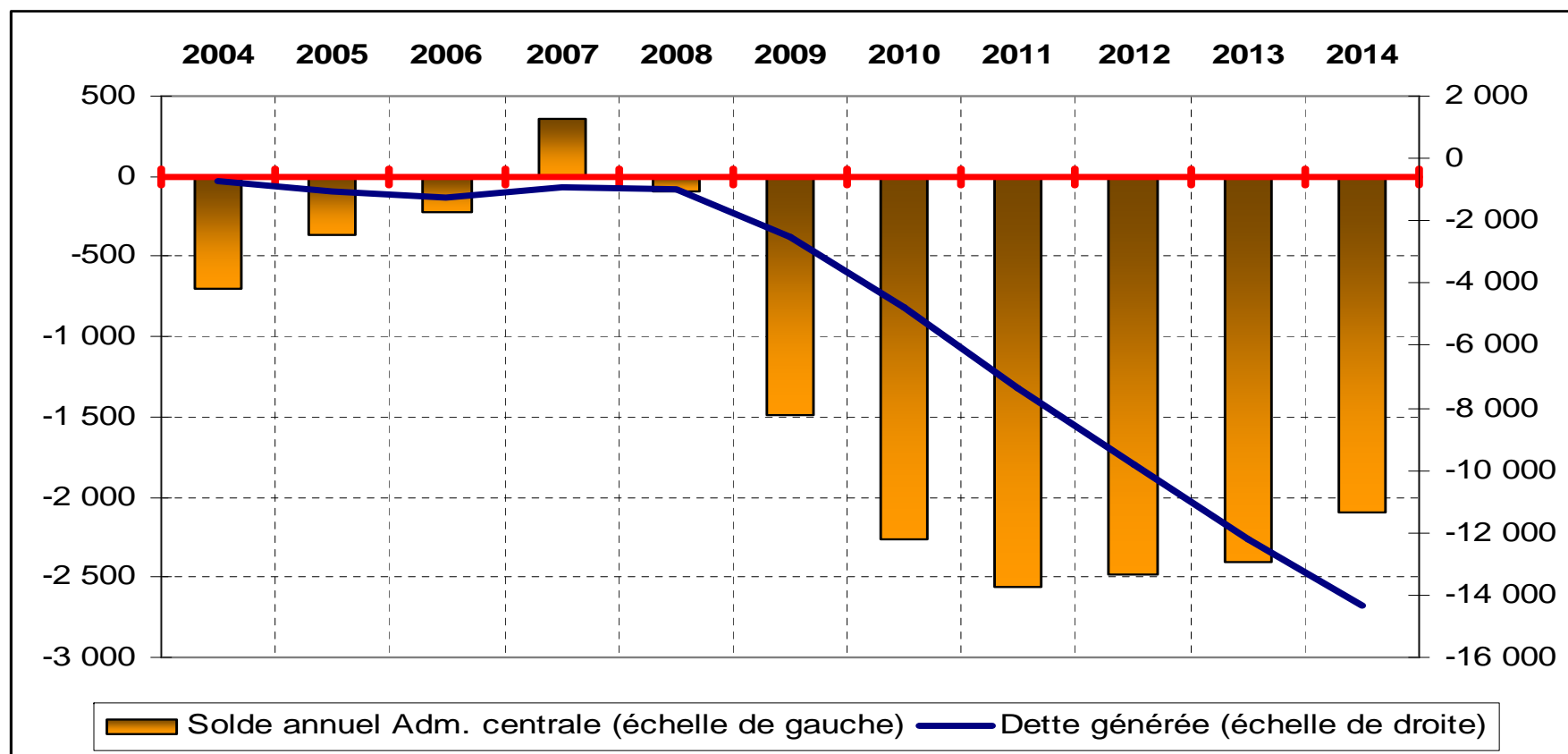


Source: Projet de loi budgétaire, note d'experts, calculs CC



L'Administration centrale

... et cette tendance devrait se poursuivre



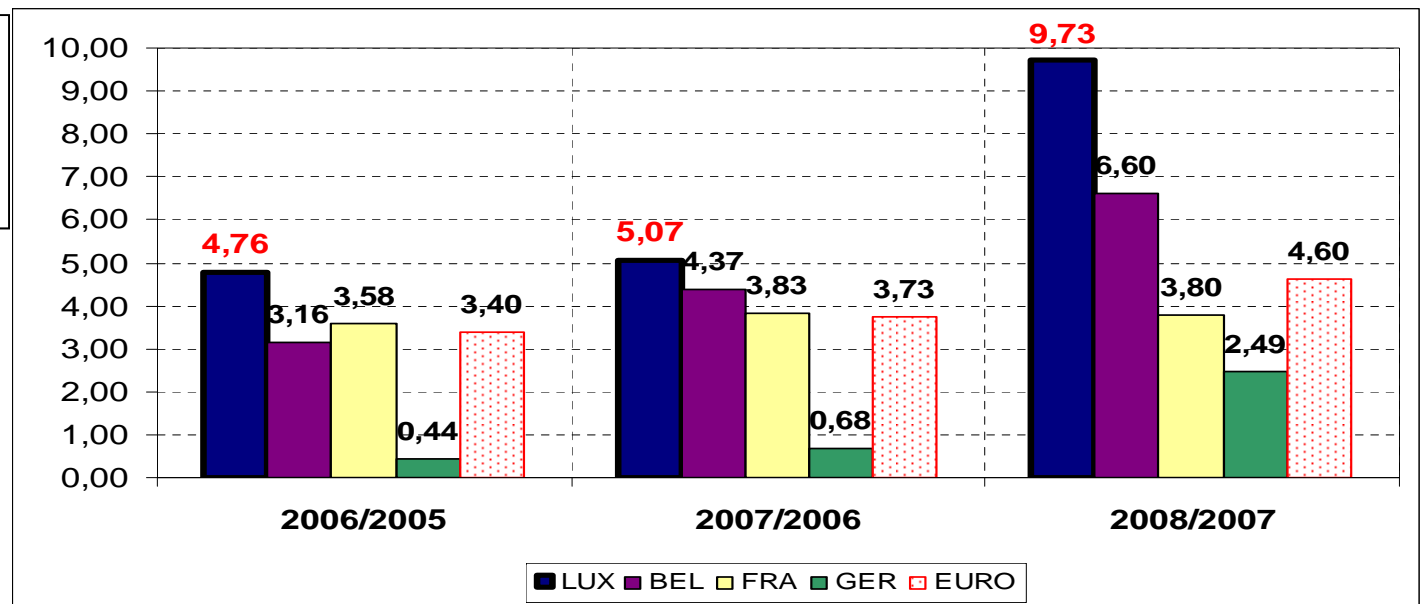
Source: Projet de loi budgétaire, note d'experts, calculs CC



Des opportunités ratées

À quand la norme de progression de dépenses courantes?

Évolution
dépenses
courantes



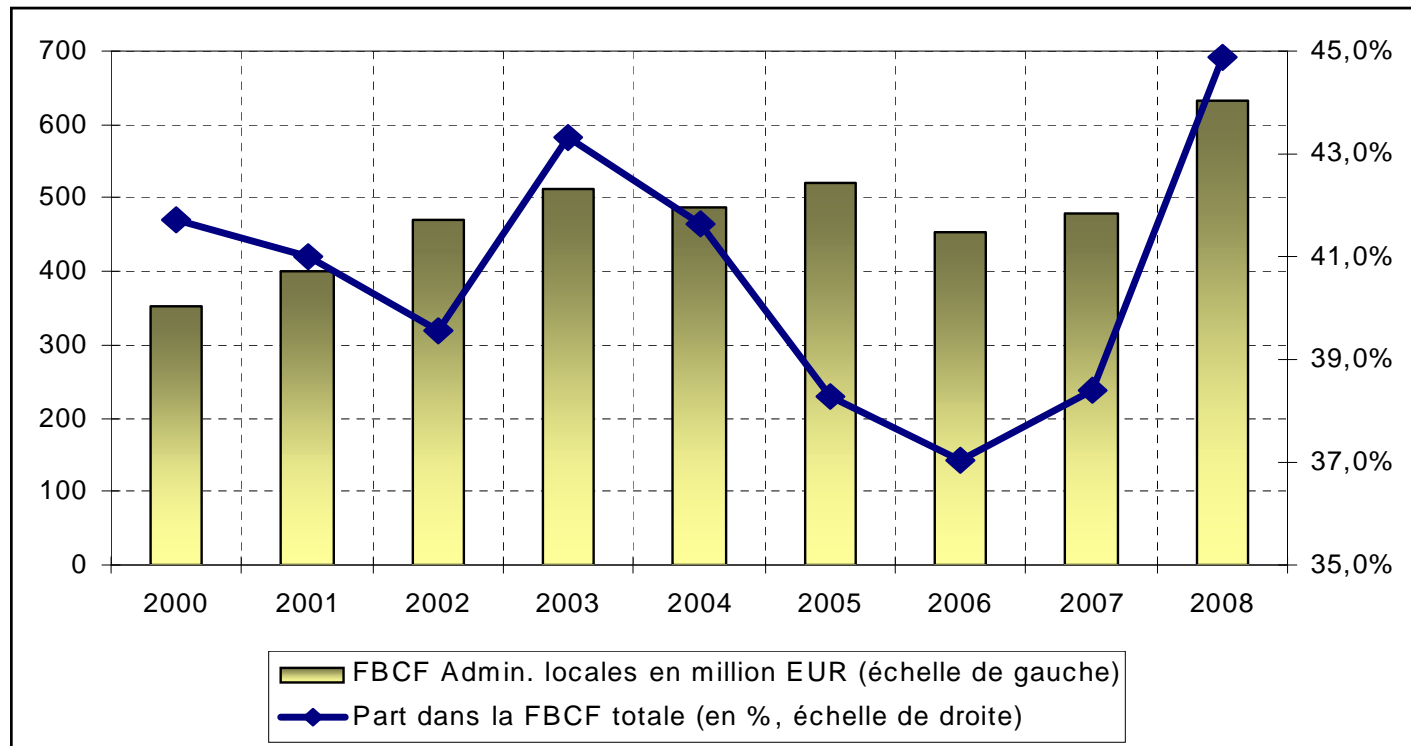
Gain possible du Luxembourg		
2006/2005	2007/2006	2008/2007
147,16	150,91	608,29

Gain en cas du
respect de la moyenne
de la zone €



Les communes participent à l'effort d'investissement public

... et pourront contribuer aux efforts de réduction du déficit public

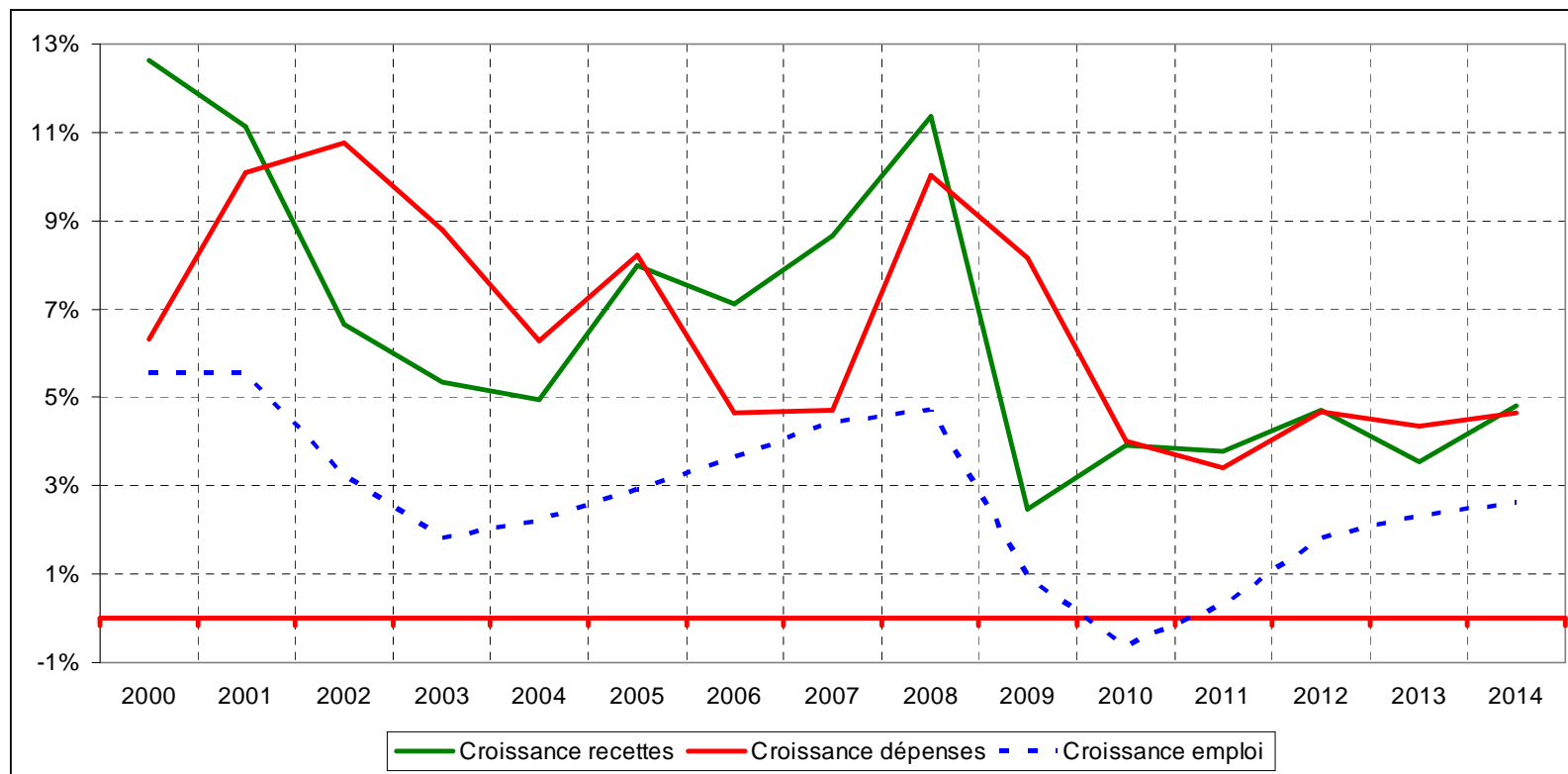


Sources : STATEC, Comptabilité Nationale. Calculs Chambre de Commerce



Une situation financière saine en trompe l'œil...

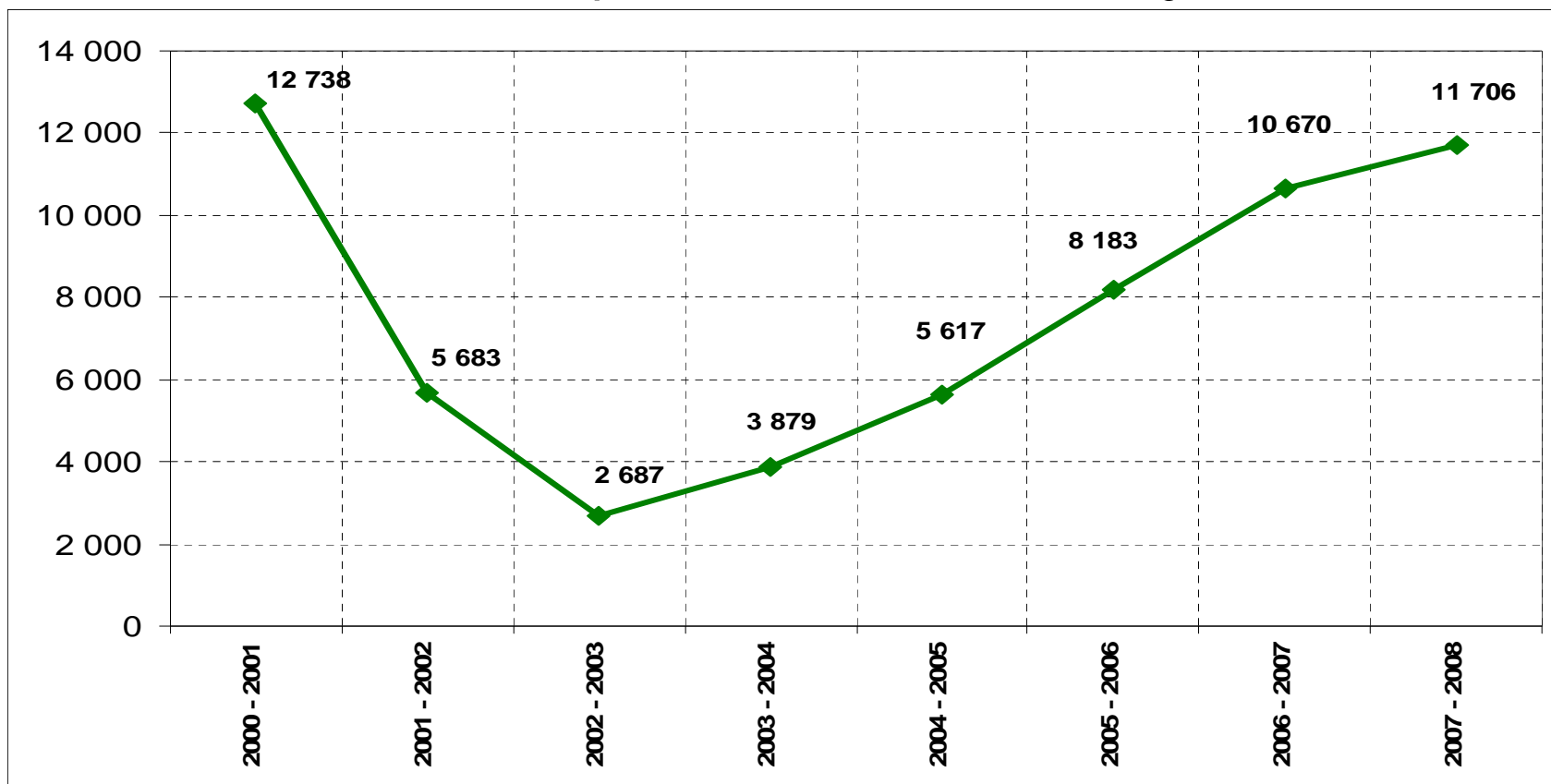
Les recettes évoluent avec l'emploi, ce qui est moins le cas pour les dépenses





Une situation financière saine en trompe l'œil...

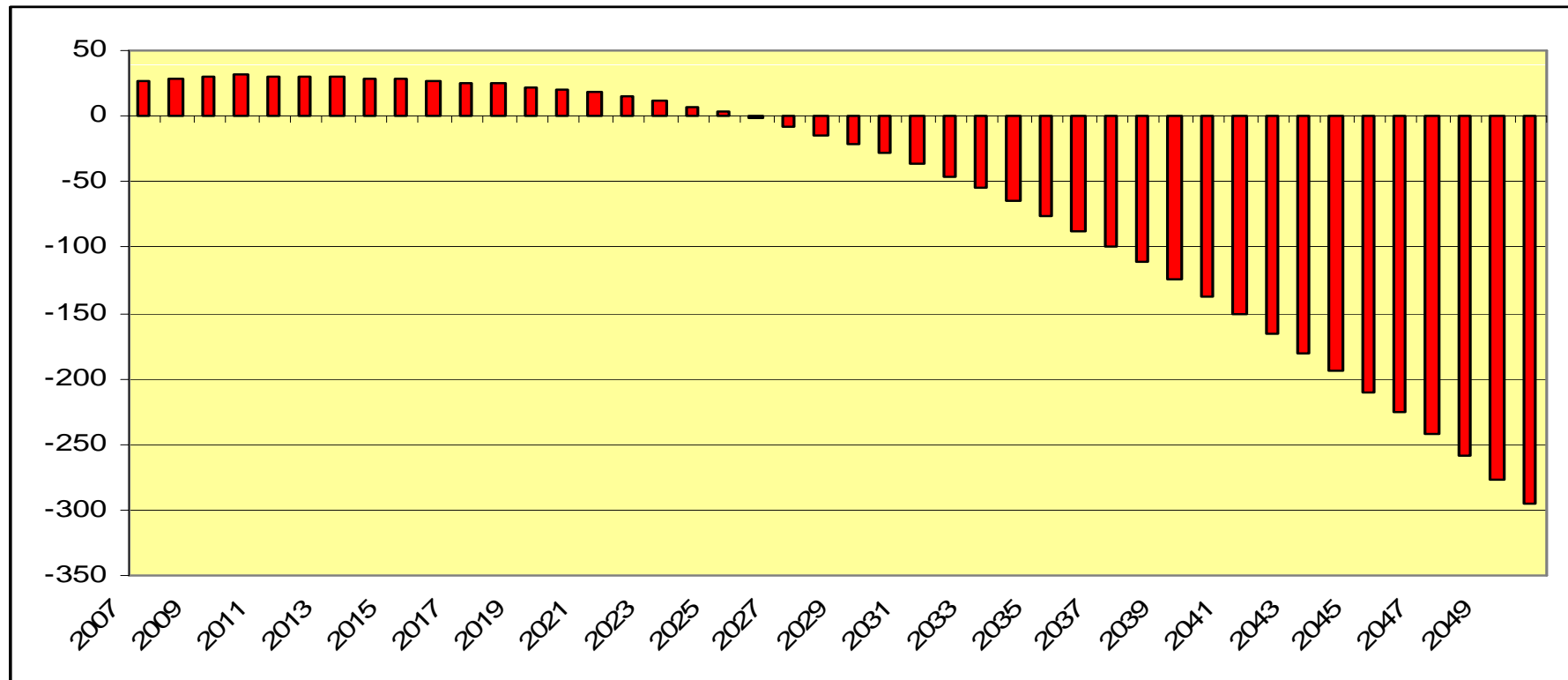
Ecart significatif entre les contributeurs jeunes et les départs à la retraite, en période de haute conjoncture





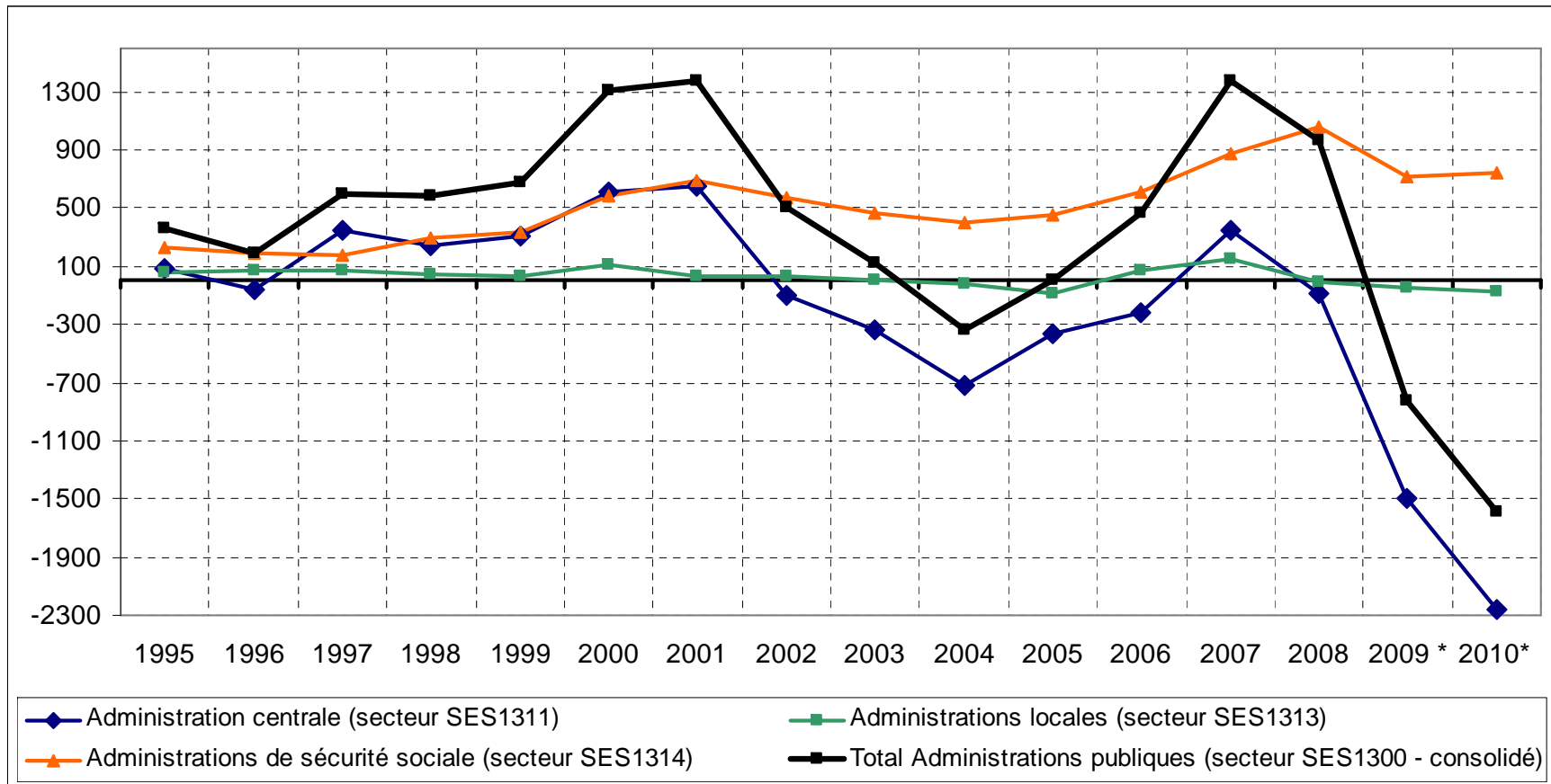
... armant une bombe à retardement

Un endettement du système par rapport au PIB des plus inquiétants





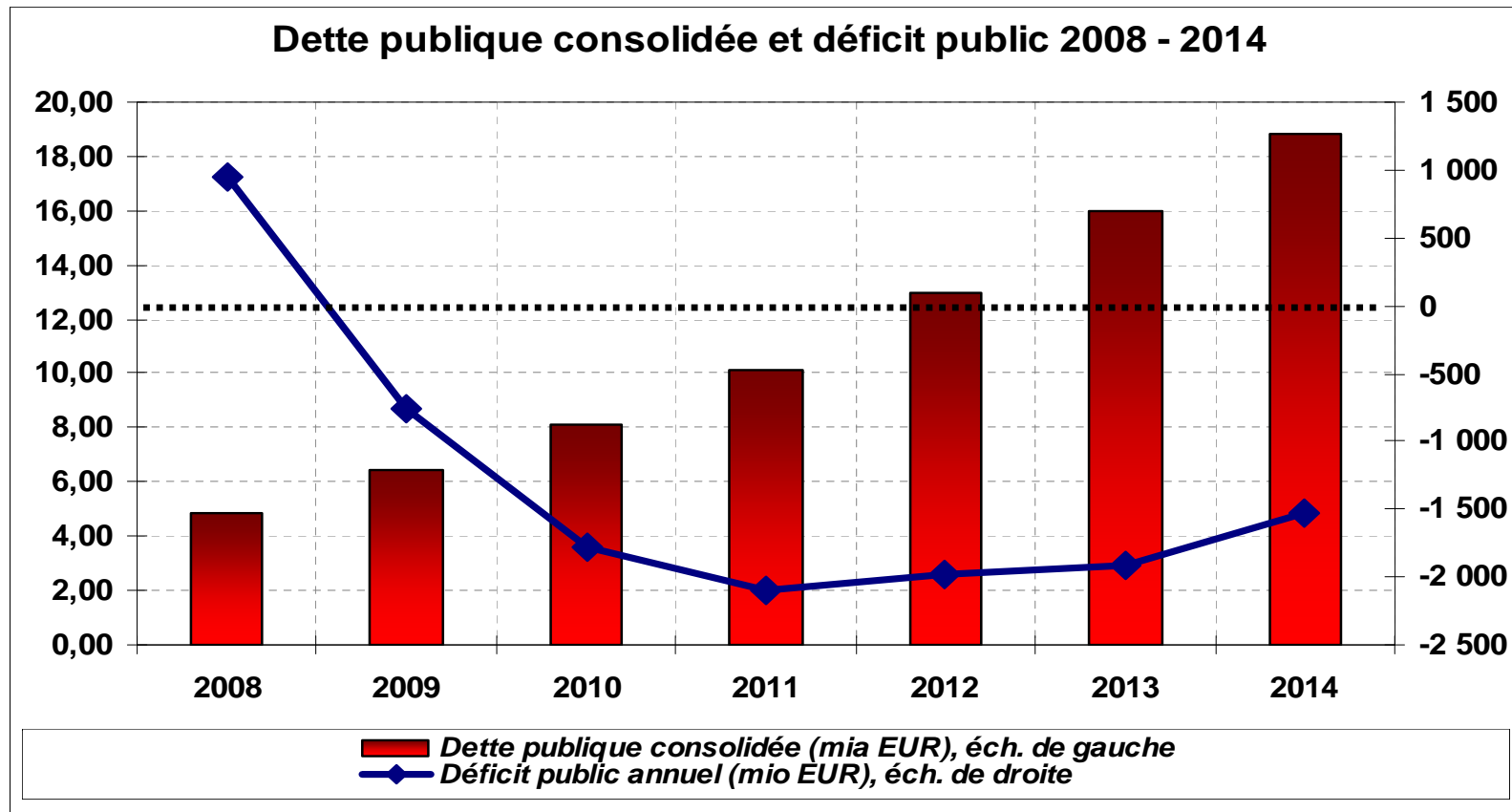
Résultat des courses...



Source: STATEC, projets de loi budgétaire, calculs CC



Qui payera la note?

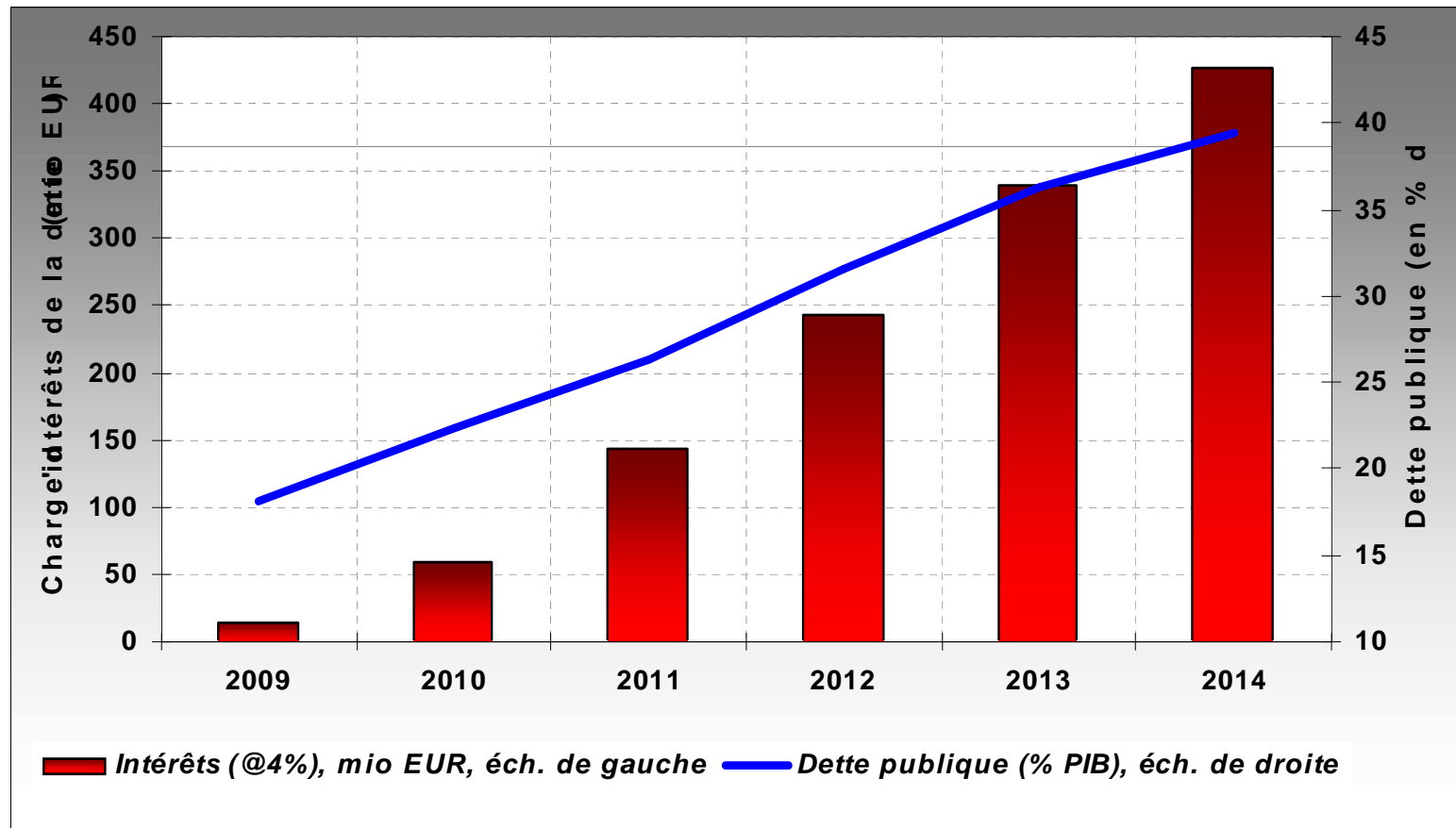


Source: Note d'experts



Qui payera la note?

Evolution inquiétante de la charge d'intérêts



Source: Note d'experts



Recommandations de la Chambre de Commerce: reconnaître qu'il y a rupture et agir

- Contrairement à nos pays voisins, le Luxembourg ne peut se permettre les évolutions décrites

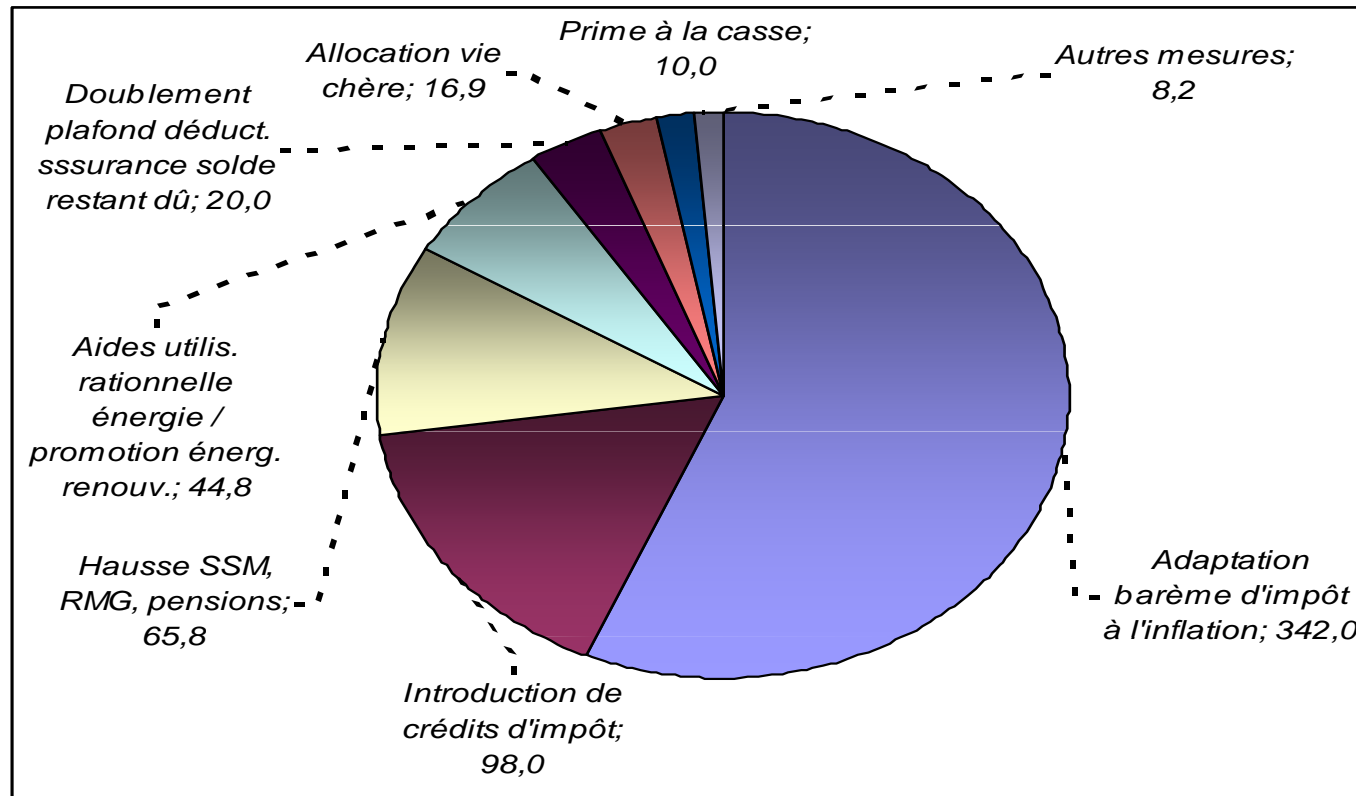
- Une réaction déterminée à deux niveaux est indispensable:

1. A court terme (décembre 2009): réduire le déficit à un taux inférieur à 3% pour éviter dès à présent une procédure contre les déficits excessifs => effort de solidarité nationale d'un montant de 512,16 millions

2. A moyen et long terme: mesures d'efficacité pour rétablir l'équilibre et la marge de manœuvre des finances publiques



Le pouvoir d'achat a été soutenu jusqu'à présent



Mesures en soutien du pouvoir d'achat 2009 en millions EUR (hors tranche d'indexation et fléchissement de l'inflation)

Source: Plan du
conjoncture du
Gouvernement



L'effort à court terme de solidarité nationale (1/2)

No	Type	Mesure	Bénéfice
1	Baisse dépense courante	CFL: baisse des subventions d'exploitation accordées	32,50
2	Baisse dépense courante	Autres subventions d'exploitations: baisse de 5%	8,95
3	Baisse dépense courante	"PRIME cool": abolition	1,00
4	Baisse dépense courante	"Achats de biens et services non-durables": baisse	40,00
5	Baisse dépense courante	Congé parental: alignement durée par rapport au cadre européen	25,50
6	Baisse dépense courante	Forfait d'éducation: modulation	30,00
7	Baisse dépense courante	Allocation d'éducation: modulation	29,00
8	Baisse dépense courante	Allocations familiales: modulation	27,80
9	Baisse dépense courante	Plafond cotisable au niveau des pension: baisse de 5 à 4 fois le SSM	48,60
10	Baisse dépense courante	Salaire d'entrée dans la fonction publique: baisse de 20%	6,30
11	Baisse dépense courante	13e mois dans la fonction publique: baisse de 20%	27,90
12	Baisse dépense courante	Tranche indiciaire 2010: annulation (impact sur les adm. publiques)	75,00
13	Baisse dépense courante	Mesures en faveur de l'emploi: baisse des crédits	5,10
14	Baisse dépense courante	Aide au logement: modulation en fonction du revenu du bénéficiaire	15,00
15	Baisse dépense courante	Police grand-ducale: baisse des crédits alloués	9,10
16	Baisse dépense courante	Ministère des Finances, loyers d'immeubles	7,80
17	Baisse dépense courante	Enseignement musical: baisse des crédits alloués par l'Etat	2,00
18	Baisse dépense courante	Equipements militaires: baisse des dépenses	2,00

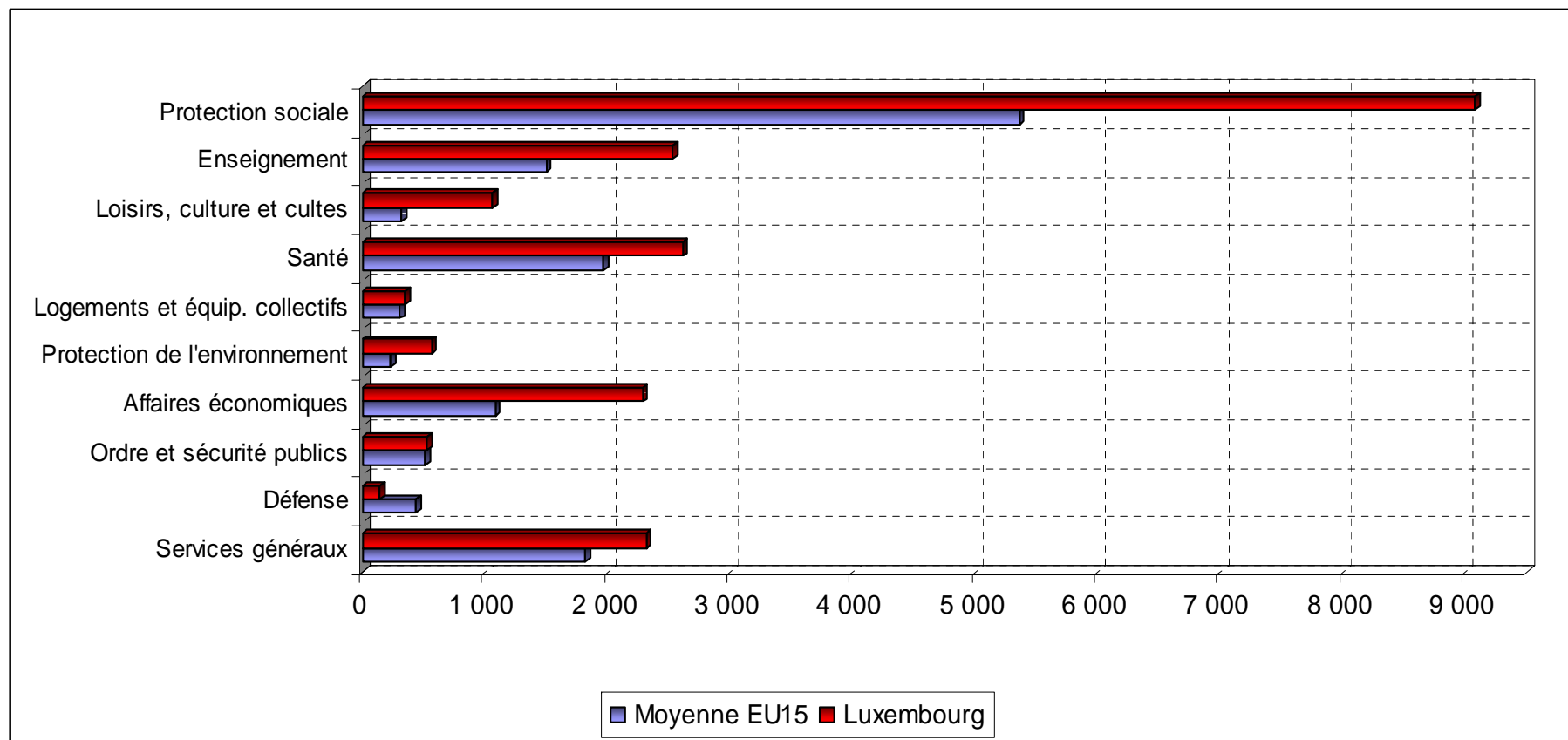


L'effort à court terme de solidarité nationale (2/2)

19	Baisse dépense en capital	Fonds pour les monuments historiques: baisse de dotation	1,30
20	Baisse dépense en capital	CTIE et autres administrations: réduction acquis. matériel informatique	1,00
21	Baisse dépense en capital	Réalisation équipements collectifs de base: aide en capital pour les communes	2,00
22	Baisse dépense en capital	Construction de bâtiments dans le pays par le secteur des admin. publiques	4,81
23	Baisse dépense en capital	9e plan quinquennal d'équipements sportifs: baisse dotation	2,00
24	Baisse dépense en capital	Utilisation rationnelle énergie: participation frais d'études et aux dép. d'investiss.	2,00
25	Baisse dépense en capital	LUXTRAM, participation dans le capital	2,00
26	Baisse dépense en capital	Routes nationales: redressement et aménagement chaussées	2,50
27	Baisse dépense en capital	Chemins repris: redressement et aménagement chaussées	3,00
28	Baisse dépense en capital	Ouvrages d'art routiers: construction et réfection	2,00
29	Baisse dépense en capital	Port de Mertert et Moselle canalisée: construction et réfection	1,00
30	Hausse recette courante	Accises sur tabacs manufacturés et l'alcool	25,00
31	Hausse recette courante	Accises sur les essences et le Diesel	70,00
Baisse dépense courante			393,55
Baisse dépense en capital			23,61
Hausse recette courante			95,00
Grand Total			512,16



Les gisements d'efficacité à plus long terme



Dépenses COFOG 2007 par habitant en PPA

Source: EUROSTAT, calculs CC



Mesures à moyen et long terme: vers un nouveau modèle de croissance au Luxembourg ?

Ramener résolument le déficit public vers l'équilibre, reconstituer des réserves budgétaires et rétablir la marge de manœuvre des finances publiques pour 2014, à travers:

1. Frein des dépenses de consommation de l'État et simplification des procédures
2. Meilleur ciblage des transferts sociaux, des subventions et subsides étatiques, des transferts aux communes
3. Meilleure efficacité-coût des investissements publics et recours aux PPP à la luxembourgeoise